

*Les crédits*

entrevues d'emploi. On aurait certainement dû envisager de maintenir un programme aussi fructueux.

• (1110)

Ici, en Ontario, à l'Université Laurentienne, qui compte environ 3 000 étudiants du premier cycle, le centre d'emploi sur le campus a aidé 1 000 étudiants à trouver du travail l'an dernier, qu'il s'agisse d'emplois occasionnels, d'emplois à temps partiel, d'emplois à plein temps ou d'emplois d'été. Les administrateurs, les gestionnaires et les travailleurs des centres d'emploi peuvent confirmer qu'ils sont effectivement très occupés.

Toutefois, les hauts fonctionnaires des centres d'emploi du Canada maintiennent que les fermetures ne font pas partie d'une stratégie nationale et que chaque cas est étudié individuellement. Autrement dit, je suppose que, si vous êtes chanceux, votre centre restera ouvert; si vous êtes malchanceux, on le fermera pour satisfaire aux caprices de quelqu'un, puisqu'il ne semble pas y avoir de critères.

Ce qui se passe d'un bout à l'autre du pays devient de plus en plus clair, et ce n'est rien d'autre qu'une guerre d'usure menée en silence contre l'un des services essentiels dont les étudiants bénéficient encore sur leurs campus. Autant que je sache, et quelqu'un me corrigera si je me trompe—le ministre peut-être—il n'y a eu aucun processus public de discussion ou de consultation avec le corps étudiant.

Nous sommes à ce moment de l'année où les étudiants ont terminé leur cours pour quelques mois, et leurs perspectives d'emploi pour l'été 1991 seront vraisemblablement pires qu'elles ne l'étaient en 1990. Le gouvernement compte verser 3 millions de dollars de plus au titre du programme Défi cette année, mais cela ne représente qu'une hausse de 2,1 p. 100 par rapport à l'an dernier. Cela n'est même pas égal au taux d'inflation, à la hausse du coût de la vie que nous subissons d'une année à l'autre. En dollars réels, il y a donc une diminution du montant consacré à ce programme.

Combien d'étudiants bénéficieront de ces fonds supplémentaires? Compte tenu de la gravité de la récession, on penserait que le ministre aurait pris des mesures additionnelles pour accroître les possibilités d'emploi pour les étudiants cet été. À mon avis, ça aurait été logique.

Depuis que le gouvernement a accédé au pouvoir, il a beaucoup parlé de son soi-disant «dépôt sacré». J'estime que nos jeunes sont un dépôt sacré. Le bilan du gouvernement révèle un inquiétant manque d'engagement à l'égard de nos jeunes et des autres principes sacrés dont

le premier ministre a parlé à maintes reprises dans le passé.

La présidente de la Fédération canadienne des étudiants, Jane Arnold, a déclaré: «Les étudiants constituent l'investissement le plus précieux pour l'avenir du Canada, pour sa compétitivité et pour sa prospérité.» Le gouvernement adopte une politique à très courte vue en sacrifiant en quelque sorte la capacité de nos jeunes de livrer concurrence et de contribuer à bâtir notre avenir.

Nous privons nos jeunes pour faire des économies de bouts de chandelles. Ils représentent vraiment un placement qui est garant de notre avenir et nous leur tournons le dos en comprimant ces programmes et refusant d'admettre que ce groupe connaît un grave problème de chômage.

Le ministre des Finances a annoncé, dans son dernier budget, que le blocage des transferts fédéraux aux universités et aux collèges ne serait pas de deux mais de cinq ans. C'est une perte de 775 millions de dollars pour l'enseignement supérieur en 1992-1993.

Sur une période de cinq ans, soit de 1991 à 1995, le gouvernement aura fait des coupes de 3,8 milliards de dollars. Ce ne sont pas des vêtiles, car ce montant équivaut au montant total des budgets de fonctionnement des universités de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. C'est près de 4 milliards. Quelle honte.

Pour reprendre les propos de Bob Kerr, président de l'Association des professeurs d'université, le système d'enseignement supérieur du Canada est au bord de la faillite.

Le gouvernement ne semble établir aucun lien entre son engagement à créer des emplois et le fait que ces compressions se traduisent par de nombreuses pertes d'emplois sur les campus d'un bout à l'autre du Canada: professeurs, personnel de soutien, préposés à l'entretien et administrateurs, dans les villes et localités où se trouvent des universités ou des collèges. C'est le cas par exemple de ma propre circonscription, celle de Welling—St. Catharines—Thorold, où se trouvent Brock University et Niagara College. Nous perdons beaucoup d'emplois et les conséquences sont pénibles, mais la situation n'est pas différente ailleurs au Canada.

J'abonde dans le même sens que l'Association des universités et collèges du Canada qui dit: «Les ressources les plus importantes pour le Canada, à l'avenir, seront ses ressources humaines et non ses ressources naturelles.» Le manque de soutien pour les universités et les industries qui font beaucoup appel à la matière grise sera peut-être la conséquence la plus désastreuse qu'aura eu l'attitude du gouvernement Mulroney qui tient à laisser